



GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE PARIS

1, QUAI DE LA CORSE
75181 PARIS CEDEX 04

Les ressortissants étrangers au service de l'économie parisienne

Chapitre 3 Les entreprises dirigées par des ressortissants brésiliens

Novembre 2005

En octobre 2005, la ville de Paris compte 309 000 entreprises inscrites au Registre du commerce et des sociétés. 17 % d'entre elles sont dirigées par des personnes de nationalité étrangère. On dénombre 159 nationalités différentes parmi les chefs d'entreprises parisiennes. Parmi celles-ci, on décompte 11 nationalités regroupant 900 personnes et plus, 22 nationalités regroupant 500 dirigeants, et plus et 57 nationalités regroupant moins de 10 ressortissants.

Toutes nationalités confondues, les dirigeants étrangers ont tendance à exercer leurs fonctions au sein de SARL. Les chefs d'entreprises européens et américains sont plus impliqués dans les sociétés par actions. Par ailleurs, les dirigeants d'entreprises engagés dans l'immobilier sont présents dans les sociétés civiles, et ce quelle que soit leur nationalité.

Mesurant l'importance du dynamisme des entreprises dirigées par des entrepreneurs de nationalité étrangère pour le tissu économique de la capitale, les Greffiers associés du Tribunal de commerce de Paris ont entrepris un vaste inventaire statistique pour faire connaître et reconnaître le rôle économique significatif de ces dirigeants « venus d'ailleurs ».

A l'heure de l'année du Brésil en France, qui a fait la part belle à l'art et à la culture, le greffe s'est attaché à étudier les entreprises parisiennes dirigées par des ressortissants brésiliens, figurant parmi les populations de dirigeants étrangers les plus réduites, soit 114 représentants.

Cette étude statistique est complétée par le commentaire de Monsieur Abdallah Hitti, Directeur Exécutif de l'Association Brésil France, chef d'entreprise, et membre du Medef.

Synthèse

Modeste population entrepreneuriale au regard de l'ensemble des entreprises parisiennes, l'on compte 114 ressortissants qui dirigent 117 entreprises à Paris en 2004. Les entrepreneurs brésiliens représentent 16,71% des 700 personnes originaires d'un pays d'Amérique Latine ou des Caraïbes à la tête d'une entreprise de la Capitale.

Principales caractéristiques des chefs d'entreprises brésiliens et des entreprises qu'ils dirigent :

♦ **Un entrepreneuriat qui se conjugue au féminin :**

51,2% des chefs d'entreprises sont des femmes, soit +26 points en comparaison avec leurs homologues françaises, dont le nombre s'élève à 25,3%.

♦ **Des chefs d'entreprises âgés en moyenne de 51,1 ans**

L'on dénombre une forte proportion de dirigeants âgés de 45 à 58 ans, tant chez les femmes, soit 51,16%, que chez les hommes, 47,86%. Viennent ensuite, quasiment à égalité, les plus de 58 ans, qui représentent 23,9% des chefs d'entreprises brésiliens, puis les 35/45 ans, dont le nombre s'élève à 21,4%. Ils dirigent soit de jeunes entreprises de moins de 5 ans (46,1%), soit des entreprises entrées dans leur phase de maturité (43,6%).

♦ **..... avec un secteur de prédilection, l'immobilier** (administration, location, achat de biens immobiliers), une activité exercée par 47,71% des entrepreneurs brésiliens, et un arrondissement préféré, le 8^{ème}.

En seconde position, **deux pôles d'activité, commerce de gros et de détail, choisi par 14,08% des entrepreneurs, et l'industrie manufacturière, soit 11,01%**. Ces deux secteurs ont en commun une orientation vers la mode ou la culture brésilienne: production de films, édition et enregistrements sonores, fabrication et commercialisation de vêtements, d'articles de mode, de bijoux.

♦ **..... qui dirigent 44,25% de sociétés civiles**, avec une activité immobilière.

Et l'on dénombre **42,28% de SARL** qui exercent une activité de commerce, d'édition, de prestation de services aux entreprises, de restauration et d'enseignement. Les sociétés par actions sont peu représentées, soit 2,65%. **36,19% des entreprises dirigées par un ressortissant brésilien** disposent d'un capital social compris entre 7 500 et 10 000 €, 90% sont des SARL.

♦ **Une population qui a créé davantage d'entreprises en 2004, soit plus du double par rapport à 2000**, mais dont le nombre reste néanmoins modéré, avec l'immatriculation de 15 nouvelles structures en 2004. A l'image de l'ensemble des entreprises actives, **les nouvelles entités sont majoritairement dirigées par des femmes qui exercent une activité immobilière, de commerce d'habillement de services aux entreprises et d'édition**. Le 8^{ème} arrondissement concentre 24% des nouvelles entreprises.

L'évolution économique des entreprises dirigées par des entrepreneurs brésiliens en 2004 met en évidence les particularités suivantes :

♦ **Des entreprises avec des profitabilités contrastées** : 36,4% des dirigeants ont déclaré un chiffre d'affaires inférieur à 100 000 € pour 2003, soit +16,3 points par rapport à 2002. Avec une nuance cependant : 18,18% ont déclaré un CA supérieur à 1 000 000 €, soit +8,2 points par rapport à 2002.

♦ **Des chefs d'entreprises peu financés par les banques et les organismes financiers** : 2,6% des entrepreneurs ont sollicité et obtenu un prêt bancaire pour acquérir un fonds de commerce ou démarrer leur activité. Le montant moyen du prêt s'élève à 48 000 €, à comparer, toutes proportions gardées, avec ceux obtenus par leurs homologues français qui s'élèvent à 457 700 €.

♦ **Mais des entreprises modérément endettées auprès de l'Urssaf et du Trésor public**. 11,11% des structures ayant à leur tête un ressortissant brésilien ont des difficultés pour régler leurs cotisations sociales et fiscales. 6,84% des entreprises endettées doivent en moyenne 55 800 € au Trésor public. 4,27% n'ont pas réussi à régler dans les délais leurs cotisations sociales auprès de l'Urssaf, pour un montant moyen de 3 700 € par entreprise.

♦ **Qui présentent un faible taux de mortalité**, soit 1,71% d'entreprises défailtantes en 2004. Pour les années 2002, 2003 et 2004, 5 SARL ont fait l'objet d'un jugement de liquidation judiciaire. **Les radiations du Registre du commerce sont peu nombreuses**, soit 5,98% des entreprises actives en 2004.

I- Quel est le profil des entrepreneurs brésiliens implantés à Paris ? Quelles sont les caractéristiques des entreprises qu'ils dirigent ?

114 chefs d'entreprises brésiliens dirigent 117 entreprises à Paris au 31 décembre 2004, soit 0,24% des dirigeants étrangers. Il faut ajouter à ce « stock » d'entreprises actives, 7 succursales de sociétés étrangères ¹ dirigées par des ressortissants brésiliens. Plus généralement, l'on dénombre 700 entrepreneurs originaires d'un pays d'Amérique Latine ou des Caraïbes installés dans la Capitale, ce qui représente 1,49% des chefs d'entreprises de nationalité étrangère implantés à Paris.

Paris englobait **298 158 entreprises**, dirigées par 278 017 personnes, toutes nationalités confondues, **au 31 décembre 2004. 231 035 entrepreneurs de nationalité française dirigent 229 827 entreprises.**

❖ Des dirigeants brésiliens âgés en moyenne de 51,1 ans ...

Les chefs d'entreprise brésiliens sont légèrement plus âgés que leurs homologues français, dont l'âge moyen s'élève à 50,7 ans. L'on observe une prédominance des femmes entrepreneurs, dont le nombre s'élève à 51,19%, et 48,81% d'hommes. Pour les ressortissants français, ces proportions s'établissent à 74,70% d'hommes entrepreneurs et à 25,3% de femmes dirigeantes.

Chez les ressortissantes brésiliennes, les dirigeantes de 45 à 58 ans sont les plus nombreuses, soit 51,16%. Les 35/45 ans sont également bien représentées, soit 21,37%, suivies de près par les personnes âgées de 58 ans et plus, soit 20,93%. Les jeunes femmes de moins de 35 ans représentent 9,31% de la population entrepreneuriale féminine.

Les autres tendances observées dans la pyramide des âges sont les suivantes :

- **Forte proportion des hommes dirigeants âgés de 45 à 58 ans, soit 47,86%.** En seconde position, viennent les « seniors » de 58 ans et plus qui représentent 19,05% des entrepreneurs brésiliens. En troisième position, les 35/45 ans, soit 26,19%, et en quatrième position les moins de 35 ans, soit 9,52%.
- Chez les hommes, l'on ne dénombre aucun jeune dirigeant de moins de 25 ans.

❖ qui dirigent soit de jeunes entreprises, soit des entreprises entrées dans leur phase de maturité

Un très grand nombre d'entreprises dirigées par des ressortissants brésiliens ont moins de 5 ans d'existence, soit 46,15%. Cette donnée peut être mise en corrélation avec l'augmentation des immatriculations d'entreprises au Registre du commerce, qui ont doublé entre 2000 et 2004.

43,59% des entreprises ont entre 5 à 15 ans d'existence. Elles sont entrées dans une phase de maturité.

7,69% sont plus anciennes, soit entre 15 et 25 ans d'existence.

2,56% des entreprises ont plus de 25 ans d'existence.

La plus ancienne entreprise brésilienne en activité à Paris a été fondée en 1973, dotée d'un capital social de 60 000 €, elle exerce une activité d'administration d'immeubles résidentiels.

❖ Un secteur de prédilection, les activités liées à l'immobilier, et un arrondissement préféré, le 8ème

Les entrepreneurs brésiliens plébiscitent les activités liées à l'immobilier, telles que l'administration d'immeubles résidentiels, la location, l'achat et la vente de biens immobiliers. 47,71% exercent dans ce secteur, très bien implanté dans les 16^{ème}, 8^{ème} et 15^{ème} arrondissements.

¹ Il s'agit du 1^{er} établissement en France d'une société de droit étranger avec une activité commerciale.

L'on dénombre 14,08% d'entrepreneurs dans le secteur du commerce de gros et de détail, dont 60% environ vendent des articles de mode, textile, accessoires, et bijoux. Ces entreprises sont disséminées dans les 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 12^{ème}, 13^{ème}, 15^{ème}, et 17^{ème} arrondissements.

En troisième position, viennent deux secteurs. L'industrie manufacturière, soit 11,01%, qui regroupe principalement des entreprises d'édition, de production de films, d'enregistrements sonores. 60% d'entre elles se situent dans le 8^{ème} arrondissement. 10,09% des entrepreneurs brésiliens proposent des prestations de services aux entreprises, très diverses, traitement de données informatiques, architecture, conseils en affaires et gestion, agence de publicité, nettoyage, etc. Leurs entreprises sont disséminées dans tous les arrondissements.

Pour les autres activités, la répartition est la suivante :

- 6,42% des entreprises sont engagées dans l'hôtellerie et la restauration
- 2,75% proposent des services collectifs, sociaux et personnels
- 2,75% ont une activité de transport
- 1,83% exercent une activité financière
- 2,75% des entreprises sont sans activité ou organisent des formations (langues étrangères, capoeira).

Les entreprises dirigées par un ressortissant brésilien sont bien représentées dans le 8^{ème} arrondissement, qui concentre 20,13% des entités. Toutes les branches d'activité répertoriées sont présentes dans ce secteur, avec une concentration plus marquée dans le secteur de l'immobilier.

❖ **44,25% des entreprises dirigées par les entrepreneurs brésiliens sont des sociétés civiles**

Les sociétés civiles dirigées par des ressortissants brésiliens revêtent majoritairement la forme de sociétés civiles immobilières.

Ensuite, pour les entreprises commerciales qui représentent 66%, l'on dénombre 42,48% de SARL qui exercent une activité de commerce, édition, prestations de services aux entreprises, restauration rapide, enseignement. Il s'agit d'entreprises ayant généralement moins de 8 ans d'existence. Les 10,62% d'entrepreneurs ayant choisi un statut de « commerçant personne physique » exercent le même type d'activité que les SARL, à la seule différence près qu'ils sont inscrits depuis plus longtemps au Registre du commerce parisien.

2,65% des chefs d'entreprises brésiliens sont à la tête d'une société par actions, qui sont des établissements financiers.

4,84% des dirigeants dirigent des succursales de sociétés étrangères². 3 d'entre elles revêtent la forme de sociétés à responsabilité limitée membre de la CEE. 4 sont des succursales de sociétés immatriculées au Brésil ou au Royaume-Uni. Elles exercent les activités suivantes : banque, finance, assurance et réassurance, services aériens, production de films publicitaires. Deux d'entre elles sont des holdings.

❖ **36,19% des entreprises dirigées par les ressortissants brésiliens sont dotées d'un capital social compris entre 7 500 et 10 000 €**

Parmi les entreprises disposant d'un capital social compris entre 7 500 et 10 000 €³, 90% sont des SARL.

² Ces sociétés disposent d'un capital exprimé dans la devise de leur pays d'origine ou, dans le cas des holdings, leur capital n'est pas révélé au Registre du commerce parisien. Elles n'ont pas déclaré leurs comptes annuels au Registre du commerce.

³ Avant le 6 août 2003, le seuil de 7 500 € correspondait, pour les SARL, au montant minimum fixé par la Loi à l'immatriculation. Depuis le 6 août 2003, la Loi pour l'Initiative économique permet l'immatriculation d'une SARL avec un capital minimum de 1€. Les commerçants personnes physiques ne déclarent pas de capital social lors de leur immatriculation au Registre du commerce. Le montant en capital social est libre pour les sociétés civiles.

Les autres caractéristiques sont les suivantes :

- 15,25% des entités dirigées par un entrepreneur brésilien disposent d'un capital inférieur à 1 000 €.
- 20,00% sont dotées d'un capital compris entre 1 000 et 7 500 €
- 11,43% ont un capital compris entre 10 000 et 100 000 €.
- 8,57% entre 100 000 et 500 000 €
- 8,57% supérieur à 500 000 €

La dimension de l'entreprise, et dans une moindre mesure, l'activité exercée, semblent déterminantes dans le choix du statut.

2- Quelle évolution économique pour les entreprises dirigées par des chefs d'entreprises ressortissants brésiliens en 2004 ? Ont-elles rencontré des difficultés ?

Cinq indicateurs sont susceptibles d'apporter un éclairage sur les points forts et les points faibles de l'évolution économique et financière des entreprises dirigées par des ressortissants brésiliens.

Ces indicateurs sont :

- Le **chiffre d'affaires** déclaré dans les comptes annuels déposés auprès du greffe pour les deux derniers exercices
- Les **investissements réalisés** par les entrepreneurs pour acquérir un fond de commerce, un local commercial et/ou effectuer des travaux de rénovation ou d'embellissement de leurs locaux professionnels
- Les **dettes sociales et fiscales** contractées auprès de l'Urssaf et des Impôts,
- Les **décisions de redressement et de liquidation judiciaires** prononcés par le Tribunal de commerce de Paris à l'encontre des entreprises étudiées ici.
- Les **radiations d'entreprises** du Registre du commerce parisien
- Le nombre d'entreprises potentiellement en difficulté détectées par la **Prévention**.

❖ Moindre profitabilité pour les entreprises dirigées par des entrepreneurs brésiliens en 2003

La principale tendance qui se dégage des chiffres d'affaires déclarés par les entreprises en 2003⁴, est une moindre profitabilité de ces entreprises. En 2003, 27,27% des ressortissants brésiliens ont déclaré un chiffre d'affaires inférieur à 50 000 €, soit une augmentation de 12,3 points par rapport à 2002. Les entreprises avec un chiffre d'affaires compris entre 50 000 et 100 000 €, soit 9,09%, ont également été plus nombreuses, en hausse de +4 points en comparaison avec 2002. **Globalement, 36,4% des dirigeants ont déclaré un chiffre d'affaires inférieur à 100 000 € pour 2003, soit +16,3 points par rapport à 2002.** Les entreprises ayant déposé leurs comptes au greffe sont essentiellement des SARL et une société par actions⁵.

L'autre tendance observée est une forte diminution du nombre d'entreprises ayant déclaré un chiffre d'affaires compris entre 100 000 et 500 000 €, qui baissent de 9,5 points, et celles situées dans la « tranche supérieure », soit 500 000 à 1 000 000 €, qui sont moins nombreuses, soit -15 points par rapport à 2002. Cette baisse se trouve compensée par une augmentation des entités avec un chiffre d'affaires déclaré supérieur à 1 000 000 €, soit +8 points.

Les entreprises ayant déclaré le chiffre d'affaires le plus faible en 2003 exerçaient une activité de production de film, du conseil et des prestations de service aux entreprises, du commerce de gros et de détail de biens de consommation. En revanche, les entités avec un CA supérieur à 500 000 € étaient engagées dans l'édition, les prestations de service liées au tourisme, à l'enseignement des langues, à la location de logement et au commerce de gros d'habillement.

⁴ Le dépôt des comptes annuels s'effectue 7 mois après la clôture de l'exercice social et la tenue d'une assemblée générale.

⁵ Les commerçants personnes physiques et les sociétés civiles ne sont pas soumises à l'obligation de déposer leurs comptes au greffe du Tribunal de commerce.

Répartition par tranches de chiffre d'affaires

Montant déclaré	2002	2003
<50 000 €	15,00%	27,27%
>=50 000 et <100 000 €	5,00%	9,09%
>=100 000 et <200 000 €	15,00%	13,64%
>=200 000 et <500 000 €	40,00%	31,82%
>=500 000 et <1 000 000 €	15,00%	0,00%
>=1 000 000 €	10,00%	18,18%

❖ Des entrepreneurs peu financés par les banques et les organismes financiers

L'on constate que les chefs d'entreprises brésiliens se voient accorder peu de prêts par les banques pour acheter un fonds de commerce, louer un local commercial, acquérir du matériel ou encore disposer d'un fonds de roulement pour démarrer leur activité.

En 2004, 3 entrepreneurs ont obtenu un prêt, soit 2,6% de l'ensemble des dirigeants en activité. Le montant moyen du prêt s'élève à 48 034 €, et le montant total cumulé des prêts accordés à 144 101 €. Les entreprises qu'ils dirigent exercent une activité de restauration traditionnelle, de commerce de biens de consommation et d'imprimerie/édition. En comparaison avec 2003, ces données sont inchangées.

Autres investissements réalisés par les chefs d'entreprises brésiliens:

- 2 clauses de réserve de propriété relatives à une entreprise dirigées par un ressortissant brésiliens ⁶, ont été inscrites auprès du greffe pour un montant cumulé de 27 977 €.

Les entreprises qui empruntent sont essentiellement des SARL ou des sociétés par actions, soit 2,5% de l'ensemble des entités actives ⁷. Ces structures semblent être de petite ou moyenne dimension, ainsi que le montre leur montant en capital et leur chiffre d'affaires déclaré. Leur dirigeant rencontrerait-il de difficultés pour convaincre son banquier de lui prêter des fonds ? Ou serait-il peu soucieux d'emprunter ?

❖ Des entreprises modérément endettées auprès de l'Urssaf et du Trésor Public

La dette sociale et fiscale cumulée par les entrepreneurs brésiliens s'élevait à 465 100 € à la fin de l'année 2004, ce qui représente une dette moyenne de 35 777 € par entreprise. A la fin de l'année 2004, 13 entreprises, soit 11,11% des 117 structures dirigées par des ressortissants brésiliens rencontraient des difficultés pour régler leurs cotisations obligatoires. Par rapport à la même période en 2003, ces chiffres et ces montants sont stables. Les entreprises endettées exercent une activité de restauration traditionnelle, de laboratoire photographique, la bijouterie et la joaillerie, la location de biens immobilier et le tourisme.

A titre de comparaison, et toutes proportions gardées, 8,56% des entreprises dirigées par des français sont endettées pour un montant moyen de 75 673 €, soit deux fois plus que pour les chefs d'entreprises brésiliens.

Les sommes dues se décomposent de la façon suivante :

- 61,5% des structures endettées (soit 6,84% des entités dirigées par un brésilien) ont cumulé 446 516 € de dettes fiscales, soit une dette moyenne de 55 815 € par entreprise à l'égard du Trésor public
- 38,5% entreprises (soit 4,27% des entités dirigées par un brésilien) doivent 18 584 € à l'Urssaf, ce qui représente une dette moyenne de 3 717 €.

⁶ Cette inscription déposée au greffe permet au propriétaire d'un bien d'être dispensé de faire reconnaître son droit de propriété en cas de redressement ou de liquidation judiciaire lorsque le contrat portant sur ce bien a fait l'objet d'une publicité au greffe.

⁷ Les sociétés civiles (44,2% des entreprises actives) ne font pas appel à ce type d'emprunt en raison de leur activité qui est non-commerciale.

❖ **Faible taux de mortalité ⁸ pour les entreprises dirigées par un chef d'entreprise brésilien : 1,71% pour 2004**

En l'espace de 3 ans, entre le 1^{er} janvier 2002 et le 31 décembre 2004, 5 SARL dirigées par des ressortissants brésiliens ont fait l'objet d'un jugement d'ouverture de liquidation judiciaire. En 2004, l'on enregistre 2 décisions d'ouverture, soit le même nombre qu'en 2003, et une seule en 2002.

Les 5 entreprises défaillantes exerçaient dans des secteurs d'activité variés : production et fabrication de films, création, fabrication et commercialisation d'articles de lingerie, restauration rapide, commercialisation de produits touristiques français, création, fabrication et commercialisation de bijoux. Il s'agissait de SARL « classiques » constituées avec un capital social compris entre 7 500 et 8 000 €. Ces entités avaient été immatriculées entre 1997 et 2003, soit une ancienneté comprise entre 1 et 7 ans.

Aucune de ces entités défaillantes n'a pu être redressée, et elles ont été toutes radiées du Registre du commerce parisien une fois la procédure de liquidation judiciaire clôturée par le Tribunal.

A titre de comparaison, le « taux de mortalité » des entreprises dirigées par des français s'est élevé à 1,17% en 2004. 18% de ces entreprises ont bénéficié d'une procédure de redressement judiciaire en 2004, 19% en 2002, 16% en 2000.

❖ **Faible taux de radiation : 5,98% des entreprises actives**

En 2004, 7 entreprises ont été radiées du Registre du commerce parisien, soit 5,98% des entreprises actives. Deux d'entre elles exerçaient une activité d'architecture. Les autres étaient engagées dans les domaines suivants : formation, commerce de détail de textile, commerce de détail d'optique, édition d'enregistrements sonores, agence conseil en publicité. 43% de ces entreprises ont été volontairement radiées par le dirigeant qui a cessé son activité. 57%, ont été radiées d'« office » par le greffe. Elles n'exerçaient plus d'activité à l'adresse déclarée par le gérant.

En 2003, les radiations avaient également concerné 7 entreprises. Trois d'entre elles ont été radiées d'office par le greffe, deux avaient déménagé dans un autre département, une avait cessé son activité, et la dernière faisait l'objet d'une liquidation judiciaire, qui s'est clôturée en 2003.

❖ **Très faible nombre d'entreprises détectées par la Prévention des difficultés**

Une seule entreprise présentant des signes de défaillance potentielle a été détectée par la Prévention des difficultés en 1998.

3- Les entrepreneurs brésiliens et la création d'entreprises à Paris depuis 2000

❖ **Augmentation très significative du nombre d'entreprises créées ou dirigées par des entrepreneurs brésiliens à Paris entre 2000 et 2004**

Au total, 54 nouvelles entreprises ont été créées par des ressortissants brésiliens entre 2000 et 2004. Ces créations se répartissent de la façon suivante : 6 entités en 2000, 11 en 2001, 8 en 2002, 15 en 2003 et 14 en 2004. Si le nombre d'immatriculations au Registre du commerce s'est stabilisé depuis 2003, l'on observe que les créations ont plus que doublé entre 2000 et 2004.

Autre fait notable, les femmes créateurs sont mieux représentées que les hommes à la tête de ces nouvelles entreprises, soit 51,86%.

⁸ Le greffe détermine cette notion comme étant le « taux de mortalité » des entreprises, soit le nombre de défaillances rapporté au nombre d'entreprises actives.

❖ Un secteur porteur pour la création d'entreprises : l'immobilier

C'est le secteur de l'immobilier qui a enregistré le plus grand nombre de créations d'entreprises, soit 41,5% des immatriculations depuis 2000. En 2003 et 2004, 15 entreprises ayant une activité liée à l'administration d'immeubles résidentiels, la location ou l'achat de biens immobilier ont été créées par des ressortissants brésiliens. Le secteur de l'immobilier a connu une forte expansion à Paris en 2003 et 2004.

Viennent ensuite trois secteurs, quasiment à égalité, en relation avec la mode, l'art et la culture :

- le commerce de détail d'habillement, 15,09%, surtout orienté vers la mode aux couleurs du Brésil
- les services aux entreprises, 13,21%. Il s'agit d'agences de publicité, de communication, de design, de création de modèles, architecture intérieure, conseil en affaires.
- Les enregistrements sonores, 13,21%

Les autres activités sont moins bien représentées, mais, sont pour la plupart d'entre elles également liées à l'« art de vivre » : restauration traditionnelle ou traiteur (7,55%), fabrication et vente de vêtements liés à l'activité de spectacle (3,77%), finance (3,77%), transports routiers de voyageurs (1,89%).

Déjà bien implantés dans le **8^{ème} arrondissement**, les entrepreneurs brésiliens continuent à renforcer leur présence dans ce secteur qui concentre 24,07% des nouvelles entités. Deux activités y sont bien représentées : les enregistrements sonores et l'édition, et l'immobilier location. **Le 3^{ème} arrondissement vient en seconde position**, soit 14,8% des créations, avec de nouvelles entreprises faisant du commerce de détail ou proposant des services aux entreprises. **En troisième position le 18^{ème} arrondissement, soit 9,3%** où les entrepreneurs exercent des activités variées, édition, immobilier, restauration. Les autres entreprises créées sont disséminées dans tous les autres arrondissements, sauf le 20^{ème} où l'on n'en dénombre aucune.

❖ 50,00% des nouvelles entreprises créées par des ressortissants brésiliens sont des SARL, dont 41% disposent d'un capital social compris entre 7 500 et 10 000 €

Les SARL exercent des activités diverses, déjà décrites auparavant, principalement immobilier, services aux entreprises, commerce, et édition, qui disposent d'un montant en capital compris entre 300 et 46 000 €.

L'on dénombre 38,89% de sociétés civiles, dont 76% revêtent la forme de sociétés civiles immobilières.

Les autres formes juridiques sont moins bien représentées :

- 7,41% des entrepreneurs brésiliens ont choisi le statut de commerçants personnes physiques
- 3,70% ont créé des sociétés par action, de type société anonyme ou société par action simplifiée, exerçant une activité liée à la banque ou à la finance.

Du point de vue de leur capitalisation, l'on relève que :

- 16,72% des nouvelles entreprises sont dotées d'un capital social inférieur à 1 000 €
- 25,93% d'un capital compris entre 1 000 et 7 500 €
- 40,74% entre 7 500 € et 10 000 €
- 3,70% entre 10 000 et 100 000 €
- 1,85% entre 100 000 et 500 000 €
- 11,11% d'un capital supérieur à 500 000 €. Parmi ces entreprises, l'on relève la création d'une banque, les autres entités étant engagées dans la location ou l'administration d'immeubles.

A noter également, deux entrepreneurs brésiliens ont créé une SARL avec un capital inférieur à 7 500 € en 2003 et 2004 ⁹

⁹ La Loi pour l'Initiative Economique du 1^{er} août 2003 autorise la création de SARL avec un capital social libre, supérieur à 1€. Précédemment, les SARL devaient se doter d'un capital social minimum de 7 500 €.

En conclusion, Monsieur Abdallah Hitti apporte son commentaire sur les données recueillies :

« L'analyse des chiffres apportés par le rapport du Greffe du tribunal de commerce de Paris montre à quel point la situation du développement de la présence de l'entrepreneur Brésilien à Paris est fragile. Elle reflète un aspect important du développement social des mariages mixtes de Français avec des Brésiliennes qui se trouvent dans la situation classique de chercher une activité. L'esprit indépendant de la Brésilienne les incite naturellement à s'engager dans des projets en portant la responsabilité mandataire social ou investisseur.

La deuxième caractéristique qui ressort des chiffres est la « jeunesse » des entrepreneurs accompagnée par une créativité exceptionnelle malgré les difficultés à mettre en place leurs idées pour cause de facteurs économiques adverses et normaux dans un marché saturé et qui n'a pas attendu l'investisseur Brésilien qui est réputé sous financé. Heureusement ce panorama négatif subit actuellement de changements profonds qui viendront modifier radicalement ces chiffres dans les 3 prochaines années : Entrée sur le marché d'entrepreneurs Brésiliens dans les domaines technologiques, sécurité, biotechnologies avec des financements supportés par les autorités brésiliennes. L'image de l'entrepreneur Brésilien sous financée est révolue.

Actuellement, les obstacles à franchir sont identifiés en trois catégories : 1) L'apport du capital initial qui vient rarement sous forme d'une filiale d'une structure existante au Brésil mais d'un investissement personnel ce qui réduit l'effet groupe Brésilien en France et met en avant l'image d'une entreprise Française fondée par un Brésilien, 2) La bureaucratie classique de nos circuits administratifs où l'entrepreneur Brésilien souhaite gérer sa propre entreprise et vise surtout une « carte commerçant » qui lui permet de légaliser son séjour en France 3) Le développement de l'entreprise nécessite souvent des financements complémentaires par concours bancaire, ce qui représente un obstacle réel pour faire des entreprises fondées par des Brésiliens en France des entreprises de taille moyenne ou grande.

La troisième observation qui ressort du rapport est la comparaison, légèrement prématurée, entre les entreprises fondées par des Brésiliens et les entreprises françaises vue la masse faible de chiffres disponibles est la suivante : L'entrepreneur Brésilien est habitué à déléguer les fonctions administratives, le suivi de l'URSSAF, Trésor Public, etc. a un personnel interne et fait rarement appel à la sous-traitance locale. Ce modèle ne s'applique pas à la France où la bonne connaissance des procédures administratives nécessite de faire appel à des cabinets spécialisés généralement onéreux. La tendance naturelle est de négliger cet aspect administratif pour faire des économies qui font que l'aspect administratif est relégué au dernier niveau des priorités. Une attente serait de faciliter des procédures administratives en centralisant le traitement des relations avec l'administration.

Une quatrième observation revient à la localisation des entreprises dans Paris 8, ceci est due à deux facteurs : Localisation dans le même arrondissement des cabinets d'avocats Franco-Brésiliens d'une part et de la forte concentration dans cet arrondissement des cabinets spécialisés dans la domiciliation et les centres d'affaires d'autre part.

Pour conclure, le point focal des difficultés des entrepreneurs brésiliens à Paris et la comparaison entre les entreprises d'origine Brésilienne et les entreprises françaises met en évidence le côté sérieux et la compétence de l'entrepreneur Brésilien. L'avenir montrera que les aspects culturels sont à prendre en compte également pour rassurer les partenaires potentiels en France quant à la capacité réelle de l'entrepreneur Brésilien d'aller jusqu'au bout de ses engagements.

Contacts presse :

Greffe du Tribunal de commerce de Paris Marie-Christine Berneron – Service de la communication 1 quai de la Corse – 75181 Paris cedex 04 Tél. : 01 44 41 54 44 – Port. : 06 80 48 15 63 E-mail : mchristine.berneron@greffe-tc-paris.fr Site web : http://www.greffe-tc-paris.fr	Point Virgule Relations presse Céline Pardo – Tygenia Saustier 8 rue des Champs – 92600 Asnières Tél. : 01 41 11 82 04 E-mail : tsaustier@pvirgule.fr Site web : http://www.pointvirgule.com
---	--

A propos du greffe du Tribunal de commerce de Paris :

Le greffe est une société civile professionnelle de 255 personnes dirigée par quatre greffiers associés officiers publics et ministériels nommés par le Garde des Sceaux. Il assure une double mission juridique et judiciaire. Structure responsable de l'assistance du Président et des Juges du Tribunal de commerce, le greffe gère l'ensemble des registres des entreprises, notamment le Registre du Commerce et des Sociétés qui contient à Paris intra-muros 300 500 entreprises en activité. Tous dossiers confondus, le greffe de Paris a traité en 2004, 140 077 formalités légales et 101 368 décisions de justice, et a enregistré 78 000 inscriptions de privilèges. Il a aussi traité des dossiers de prévention des difficultés de 2 476 entreprises. Le greffe a été certifié ISO 9001 version 2000 en juillet 2004, cette certification a été renouvelée en mai 2005.



Présentation de Monsieur Abdallah HITTI

Abdallah HITTI, Ingénieur diplômé de l'Institut d'Informatique d'Entreprise (Paris) et de l'ENST (Paris), il est né au Liban en 1951 et installé en France depuis 1970.

Entre 1975 et 1987, Abdallah HITTI prend en charge des postes de direction auprès de l'Oréal, du Ministère de l'Équipement, de CCMX, en France et au Brésil.

A partir de 1988, il déploie des activités informatiques innovantes et notamment le paiement en ligne sur l'Internet au sein de groupes bancaires internationaux.

Aujourd'hui, l'action de cet entrepreneur de nationalité Libano-Franco-Brésilienne se situe dans le cadre du développement des échanges économiques entre le Brésil et la France apportant à chaque entreprise un soutien logistique, administratif et commercial pour se déployer en France à partir de Paris.

Abdallah HITTI est adhérent du MEDEF et à ce titre membre du comité France Brésil du Medef. Il est en outre membre du CEPS (Club Etude Prospective et Stratégie), de l'ACSEL (Association des Services en Lignes), de l'IE-CLUB, du Club Sénat et du Club CCIP. Il est Directeur Exécutif du Bureau de l'Association Commerciale Brésil France auprès de l'Ambassade du Brésil à Paris.

Contact :

HI-COMM

Votre Support en France

Siège : 229, Bd Péreire 75017 – Paris

Bureau : 37, rue Marbeuf 75008 – Paris

+33 1 42 25 65 52

+33 6 09 18 39 09

abdallah.hitti@result.com

skype: abdallah.hitti

Tél : 06 09 18 39 09

E-mail : abdallah.hitti@wanadoo.fr

Association Brésil France

217, Bd St Germain

75006 - Paris

assobresilfrance@wanadoo.fr